



data publica
L'OBSERVATOIRE

Les propositions IA, data et numérique des municipales 2026

UNE ÉTUDE RÉALISÉE AVEC LE CONCOURS DE :



Édito 1/2

Municipales 2026 : les élections où l'IA se politise ?

Ce que disent les programmes des municipales 2026 sur le numérique, la data et l'IA.

A l'occasion des élections municipales, nous avons analysé les programmes des candidats dans les 42 villes françaises de plus de 100 000 habitants, en recensant toutes les propositions sur ces sujets. Ce travail inédit rassemble **269 propositions, issues de 101 candidats dans 39 villes.**

La confirmation de la place occupée par ces sujets

En 2026, **ces sujets occupent une place désormais significative** dans les programmes municipaux. Ils ne sont plus réservés aux experts ou aux grandes métropoles et concernent l'ensemble des blocs politiques, de la gauche à la droite de l'échiquier politique français.

Mais derrière cette présence commune, les approches diffèrent. L'**IA, sujet de société et d'actualité, domine** (48 % des propositions), devant la **data** (28 %) et le **numérique** (24 %), **avec des priorités et des visions parfois contrastées** selon les acteurs politiques.

Édito 2/2

Municipales 2026 : les élections où l'IA se politise ?

L'IA, un sujet qui fait débat dans les programmes

L'IA concentre une grande partie des tensions du débat. Elle est souvent envisagée, à droite et au centre-droit, comme un outil de gestion urbaine et d'innovation économique, tandis qu'à l'extrême droite, elle est très majoritairement associée aux enjeux de sécurité et de surveillance — 83 % des propositions de ce bloc relèvent de ce registre. À gauche et chez les écologistes, l'accent est davantage mis sur les questions de gouvernance, d'éthique et d'encadrement. **Une même technologie, mais des priorités politiques différentes.**

La transparence démocratique et l'open data résistent

La data et le numérique dessinent des lignes de différenciation plus diffuses. La **transparence et l'open data** sont largement partagées, mais davantage mobilisées à gauche comme outils de contrôle citoyen. Les approches de type « **ville intelligente** » — capteurs, éclairage, jumeaux numériques — sont plus fréquentes au centre et à droite, sans leur être exclusives. Enfin, les enjeux de souveraineté numérique, présents dans plus d'une proposition sur dix, sont principalement portés par la gauche et les écologistes, tout en apparaissant ponctuellement dans d'autres blocs.

Pour l'Observatoire Data Publica

Simon Chignard, Président

L'Observatoire Data Publica

L'Observatoire Data Publica est une organisation à but non lucratif qui fédère les activités de ses membres en vue de favoriser la réflexion et le débat public sur les usages de la donnée et de l'intelligence artificielle au service de missions d'intérêt général.

Chaque année, l'Observatoire produit un baromètre dédié au monde territorial. Cette enquête auprès des collectivités est doublée d'un sondage auprès des Français réalisé pour l'Observatoire Data Publica par l'Institut Ipsos - BVA.

L'Observatoire publie aussi des cahiers thématiques, dont le dernier porte sur l'IA territoriale.

Pour toute information sur les travaux et les publications de l'Observatoire : contact@data-publica.eu



Notice méthodologique

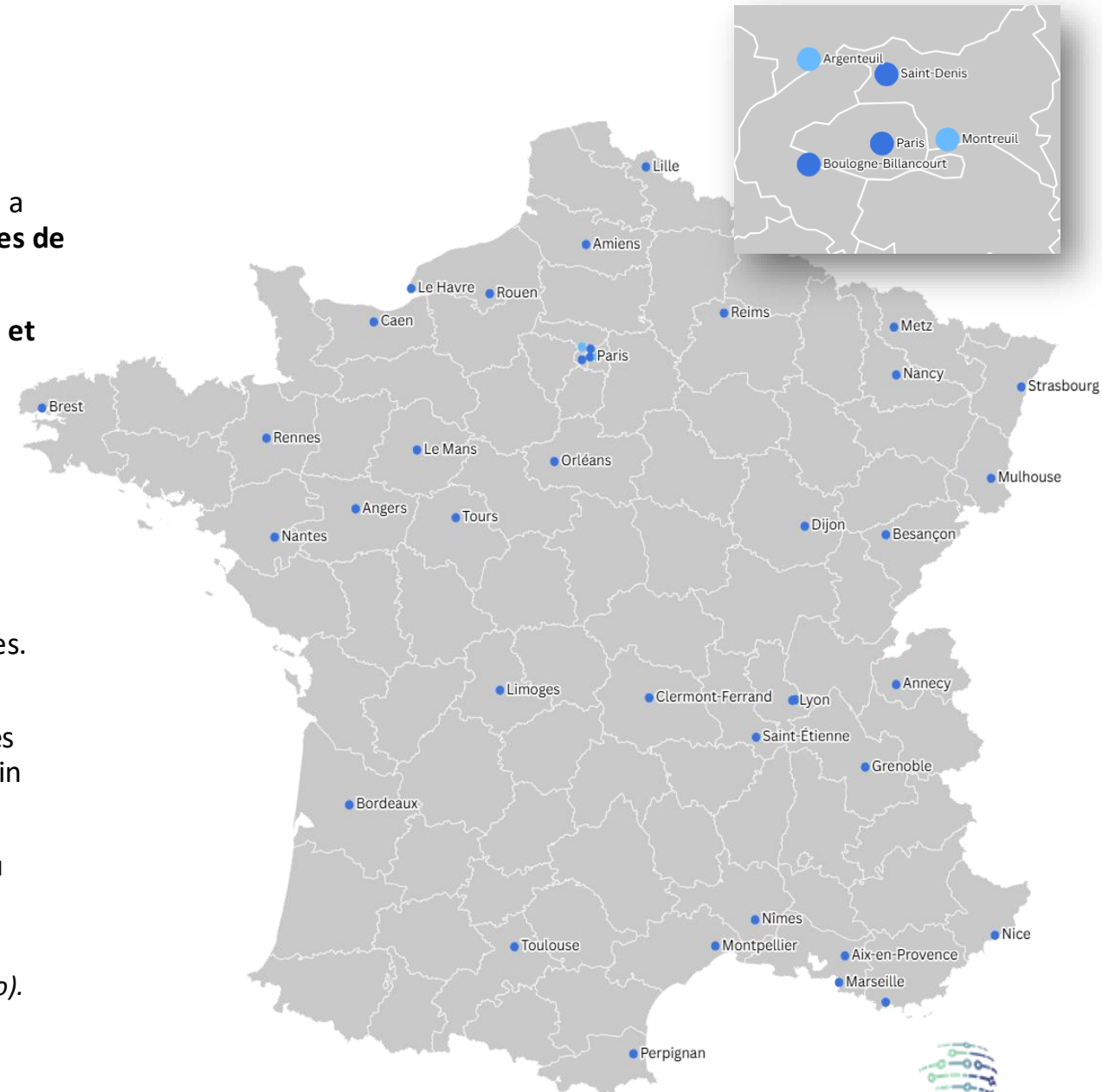
A l'occasion des élections municipales 2026, l'Observatoire Data Publica a collecté les programmes des principales listes dans les **42 villes françaises de plus de 100 000 habitants**.

Au total, 269 propositions relatives à la data, à l'intelligence artificielle et au numérique ont été identifiées et analysées.

Constitution du corpus

- Dans chacune des 42 villes nous avons analysé les programmes des principales listes (entre 4 et 5 listes par ville), en intégrant systématiquement les listes qualifiées au second tour.
- Sur 187 listes recensées, **145 ont publié un programme**, dont 101 comportaient au moins une proposition explicite sur ces thématiques. Ces propositions forment le corpus final.
- L'analyse repose **exclusivement** sur les documents programmatiques officiels, à l'exclusion de toute déclaration publique ou interview, afin d'assurer la reproductibilité du protocole.
- La classification gauche-droite retenue pour les analyses est celle du Ministère de l'Intérieur.

Cette étude a été pilotée par Simon Chignard, Président de l'Observatoire, avec la contribution de Jacques Priol, Songuy-Ange Cassasus et Jeanne Chicote-Navas (Civiteo).



L'IA, la Data et le numérique dans les programmes

2 programmes sur 3 intègrent des propositions sur l'IA, la data ou le numérique

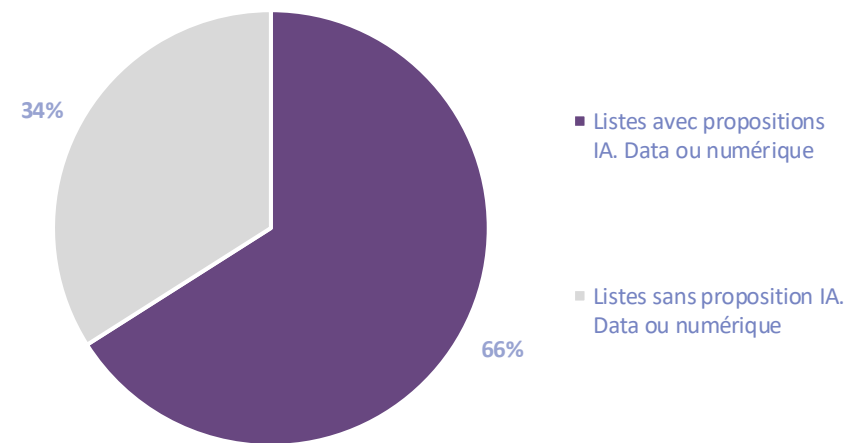
Premier enseignement : l'IA, la data et le numérique sont présents dans près de **2 programmes sur 3** dans les villes de plus de 100 000 habitants.

Dans près de **9 villes sur 10** (88%), au moins une liste formule une proposition ou plus sur cette thématique.

Plus la ville est grande, plus elle produit de propositions numériques

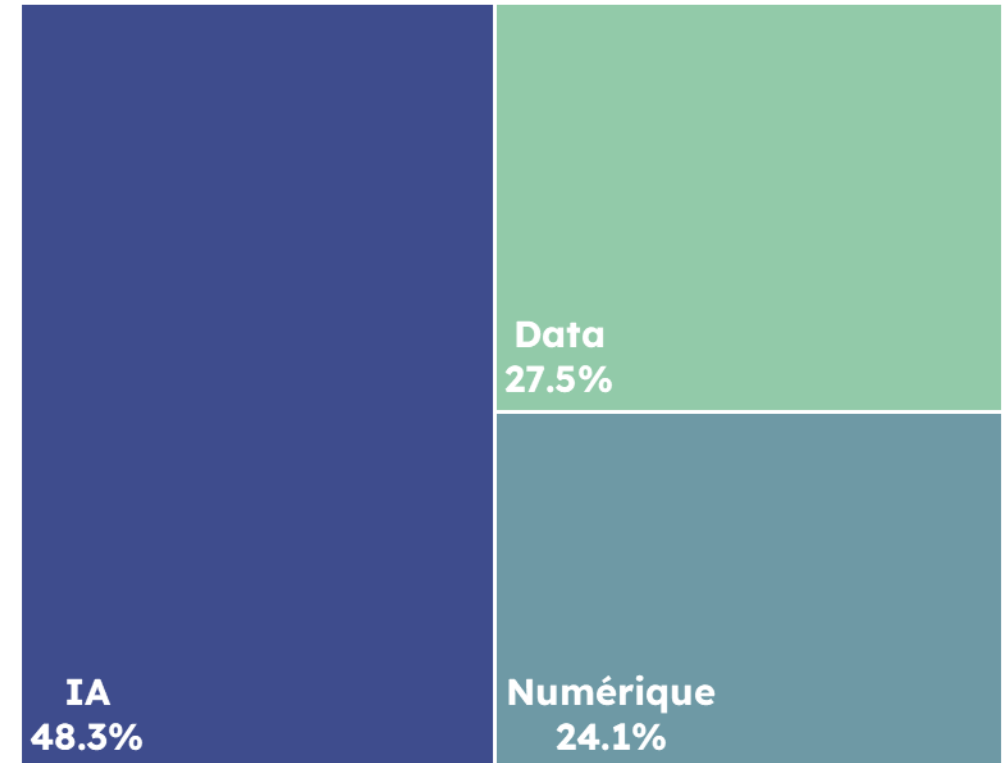
Sans surprise, les listes dans les plus grandes métropoles présentent davantage de propositions sur l'IA, la Data ou le numérique que les villes plus modestes. Ainsi, près **d'une proposition sur 2** parmi provient des **10 premières villes françaises**.

En moyenne, dans les villes de plus de 500 000 habitants (Paris, Lyon, Marseille et Toulouse) on dénombre **15 propositions** par ville soit 3 fois plus que dans les villes entre 100 000 et 250 000 habitants (par exemple Grenoble, Saint-Etienne ou le Havre).



Près d'une proposition sur deux (48%) concerne l'intelligence artificielle

Les propositions en lien avec la **donnée** (transparence et ouverture des données, pilotage de l'action publique par les données...) et le **numérique** (la ville intelligente et ses applications, le numérique responsable...) constituent **chacune un quart** des 269 propositions.



N = 269 propositions

Sur quels sujets les partis politiques portent-ils leur attention ?

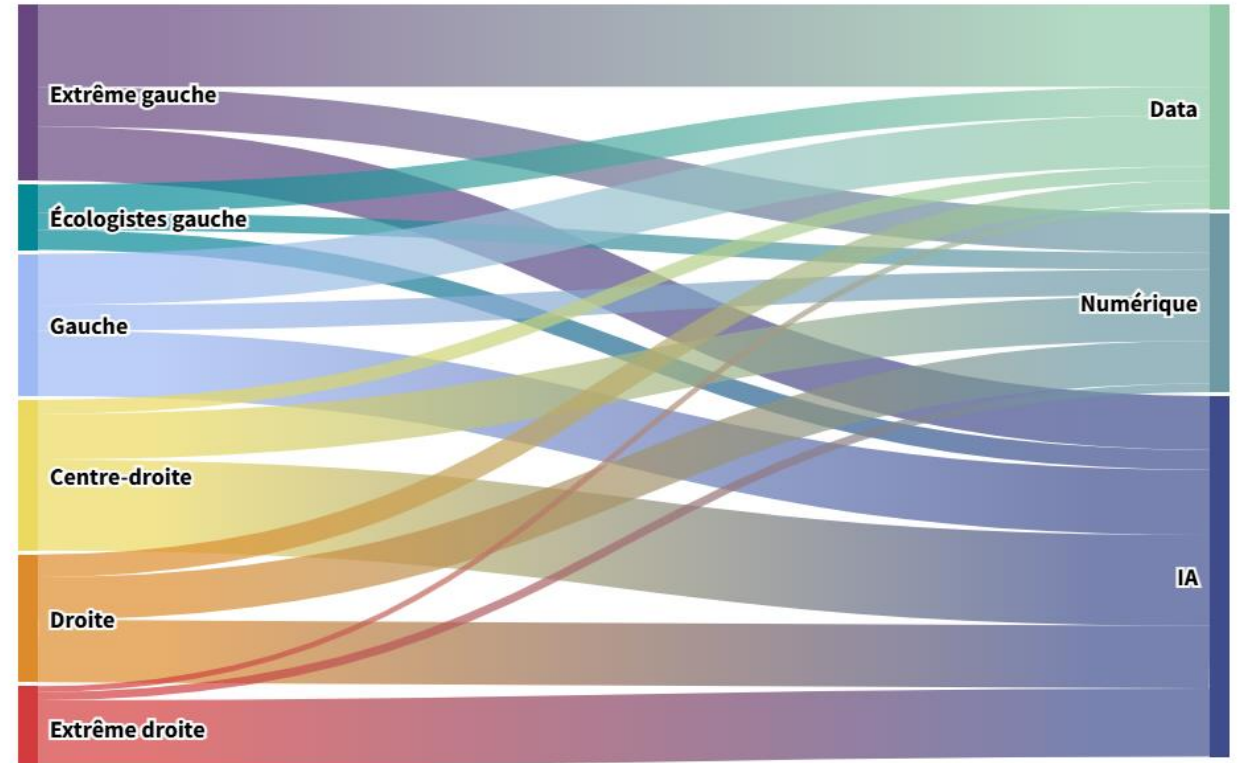
L'analyse par bloc politique fait apparaître des différences relatives **significatives**.

L'**extrême droite** consacre 83% de ses propositions à l'IA — soit le score le plus élevé de tous les blocs, et plus du double de l'extrême gauche, mais évoque très peu les sujets de data. Le **centre-droite et la droite** suivent avec 60% et 49% respectivement.

A l'opposé du spectre politique, l'**extrême gauche** (47%) et les **écologistes** (43%) consacrent près de la moitié de leurs propositions à la data, loin devant tous les autres blocs.

Le bloc **droite** se distingue avec 33,3% de propositions « numérique » — notamment en lien avec la ville intelligente et ses applications.

L'analyse par bloc politique des thématiques



N = 264 propositions

Guide de lecture : 83% des propositions du bloc extrême-droite concernent l'intelligence artificielle.

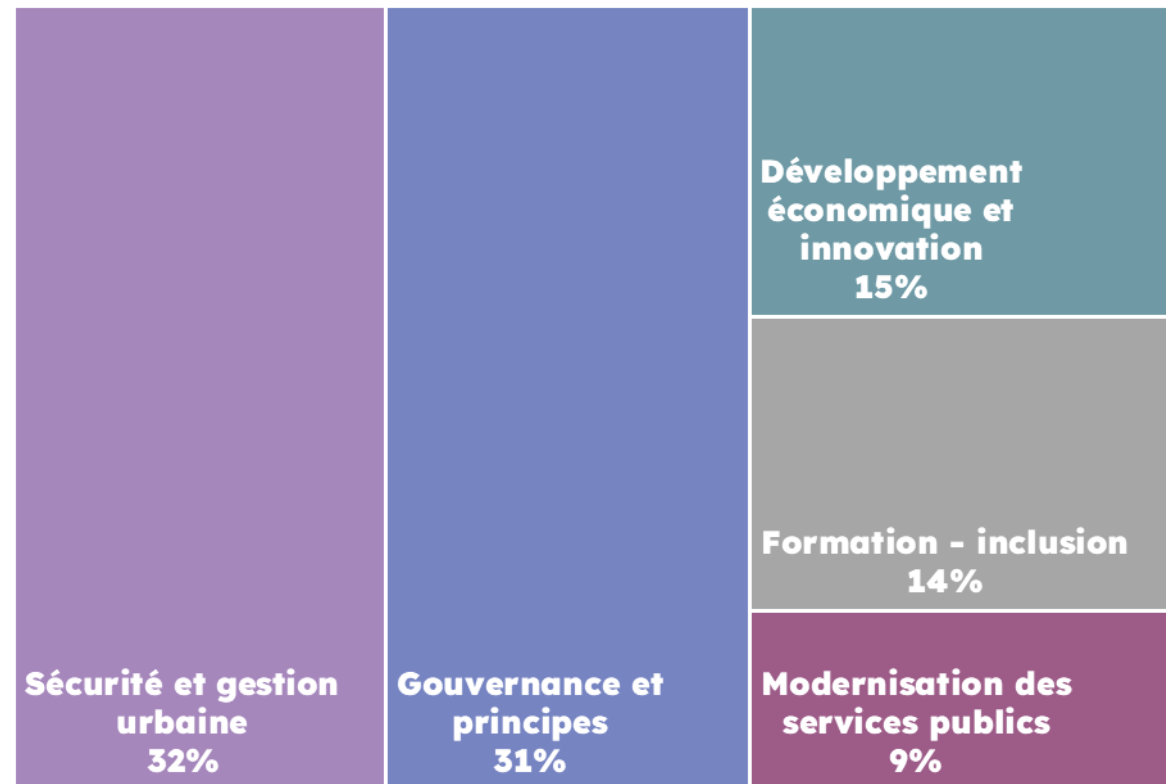
IA : de quoi parlent les propositions ?

5 registres différents pour parler de l'IA

L'analyse des 130 propositions en lien avec l'intelligence artificielle fait apparaître cinq registres distincts.

L'IA au service de la **sécurité et de la gestion urbaine** (détection comportementale, éclairage, déchets, mobilité) et l'IA comme **sujet de gouvernance et de principes** (encadrement, chartes, opposition à certains usages,...) sont les deux principes registres et concentrent **près de 2 propositions sur 3**.

Les autres registres positionnent l'IA comme **un levier de développement économique** (15% des propositions), un **enjeu de formation et d'inclusion** (14%) et **enfin un outil de modernisation des services publics** (9%).



N = 130 propositions en lien avec l'IA

2.1 Des visions politiques de l'IA parfois opposées

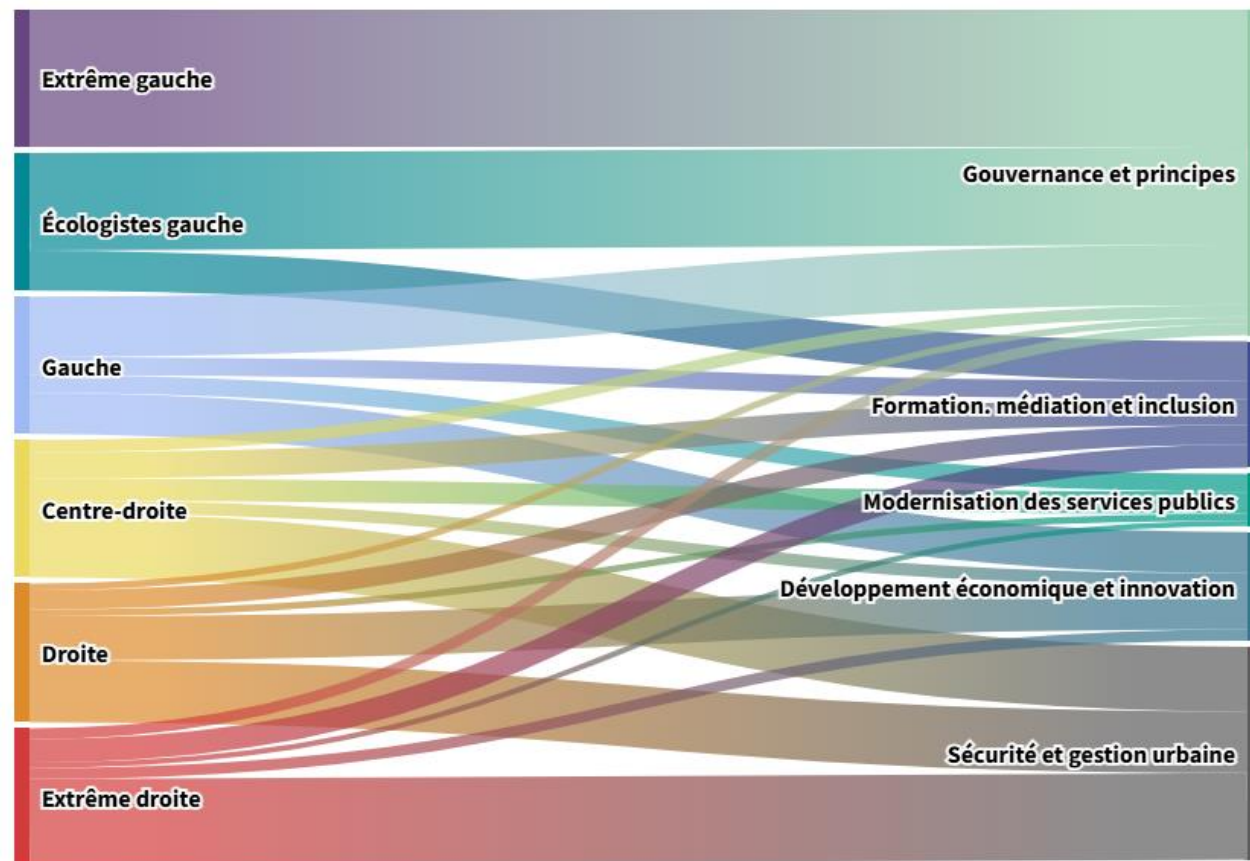
Les blocs politiques ne mobilisent pas tous les mêmes registres en lien avec l'intelligence artificielle.

À droite et à l'extrême-droite de l'échiquier politique, l'IA est principalement envisagée comme **un outil opérationnel, au service de la sécurité et de la gestion urbaine** (détection comportementale, circulation, éclairage intelligent). Par exemple, 63% des propositions issues de l'extrême-droite concernent ce registre.

À gauche, les propositions se concentrent davantage sur les **enjeux de gouvernance, de transparence et de principes** (éthique, souveraineté, frugalité). Par exemple, 71% des propositions issues des écologistes se concentrent sur ce registre.

Entre ces deux pôles, les autres blocs politiques combinent **plusieurs registres**, en articulant modernisation des services publics, développement économique et inclusion.

L'analyse par bloc politique des registres IA



N = 130 propositions en lien avec l'IA

Guide de lecture : 63% des propositions IA du bloc extrême-droite concernent la sécurité et la gestion urbaine.

2.2 Focus : l'IA pour la sécurité et la gestion urbaine

Un registre largement dominé par le centre droit, la droite et l'extrême droite

Parmi les **42 propositions recensées**, deux grands types d'usages se dégagent :

L'IA pour la sécurité (28 propositions)

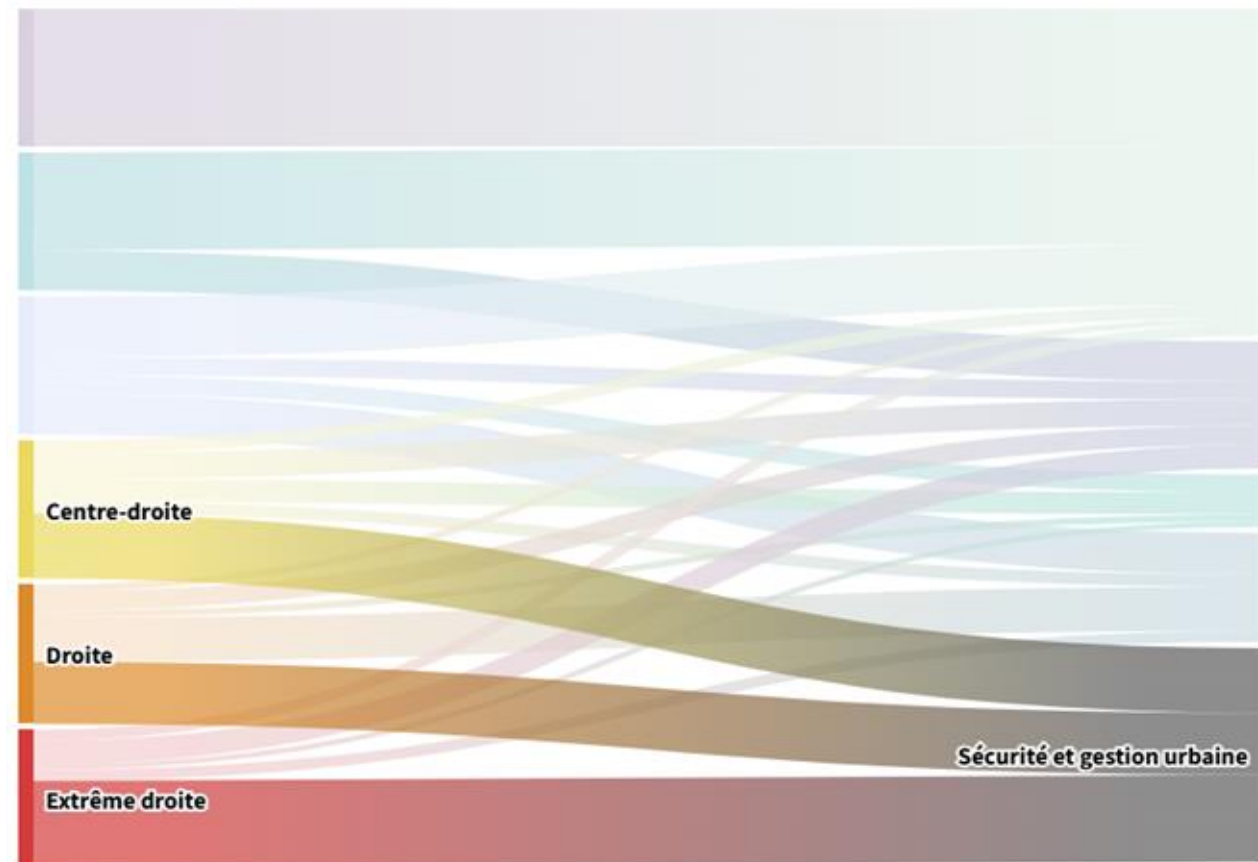
détection comportementale via caméras dites intelligentes, réverbères anti-agression, surveillance de l'espace public, lutte contre les trafics — des usages principalement portés par la droite et l'extrême droite.

L'IA pour la gestion urbaine (14 propositions)

pilotage des flux de circulation, optimisation de la propreté, gestion de l'énergie et des équipements urbains.

Extraits des programmes

- Aider à l'interpellation lorsqu'un délit est signalé (liste UCD, Toulouse)
- Détecter les situations à risque et orienter les patrouilles (liste UDR, Nice)
- Utiliser l'IA pour moderniser la propreté (liste RE, Bordeaux)



N = 130 propositions en lien avec l'IA

Guide de lecture : 63% des propositions IA du bloc extrême-droite concernent la sécurité et la gestion urbaine

2.3 Focus : l'IA, un sujet de gouvernance et de principes

Un registre quasi-exclusivement porté par la gauche, l'extrême-gauche et les écologistes

Parmi les **40 propositions** recensées, on distingue trois thématiques :

L'encadrement des usages et la gouvernance participative (16 propositions)

Mise en place de chartes éthiques, d'observatoires citoyens et l'application de principes d'auditabilité et d'explicabilité, conventions pour débattre et orienter les usages. Usages ciblés et responsables : prioritairement internes à l'administration et au service de l'intérêt général.

L'opposition à certains usages (15 propositions)

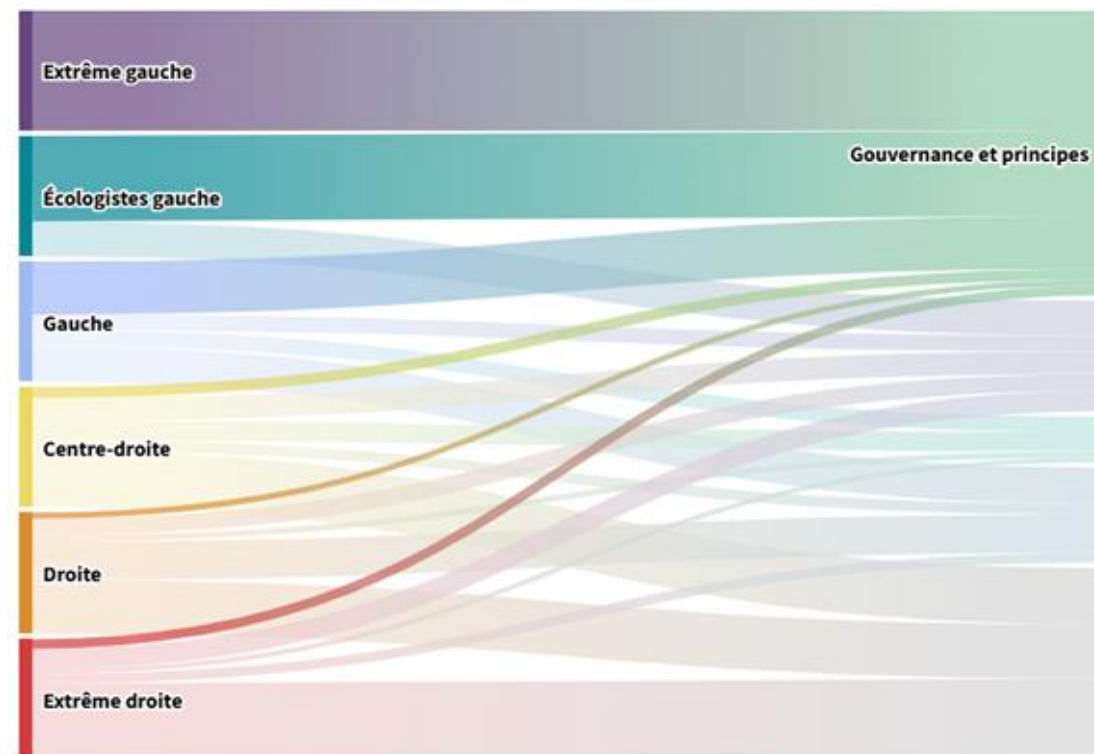
Opposition ciblée à deux types d'usages précis : l'IA de surveillance et de reconnaissance faciale d'une part, l'IA générative dans la communication municipale d'autre part. Principalement porté par l'extrême-gauche et les écologistes.

L'IA frugale et/ou souveraine (9 propositions)

Priorité donnée aux solutions souveraines ou frugales en matière d'IA.

Extraits des programmes

- Choisir une IA ouverte, responsable et frugale - TinyML (liste UGE, Marseille)
- Installer un observatoire citoyens des usages de l'IA, de l'IA générative et des algorithmes (liste UGE, Rennes)
- Refuser tout recours à l'IA dans les productions artistiques municipales (liste LFI, Strasbourg)



N = 130 propositions en lien avec l'IA

Guide de lecture : 100% des propositions IA du bloc extrême-gauche concernent la gouvernance et les principes

2.4 Focus IA : les registres transpartisans

Développement économique, formation et médiation ou encore modernisation des services publics

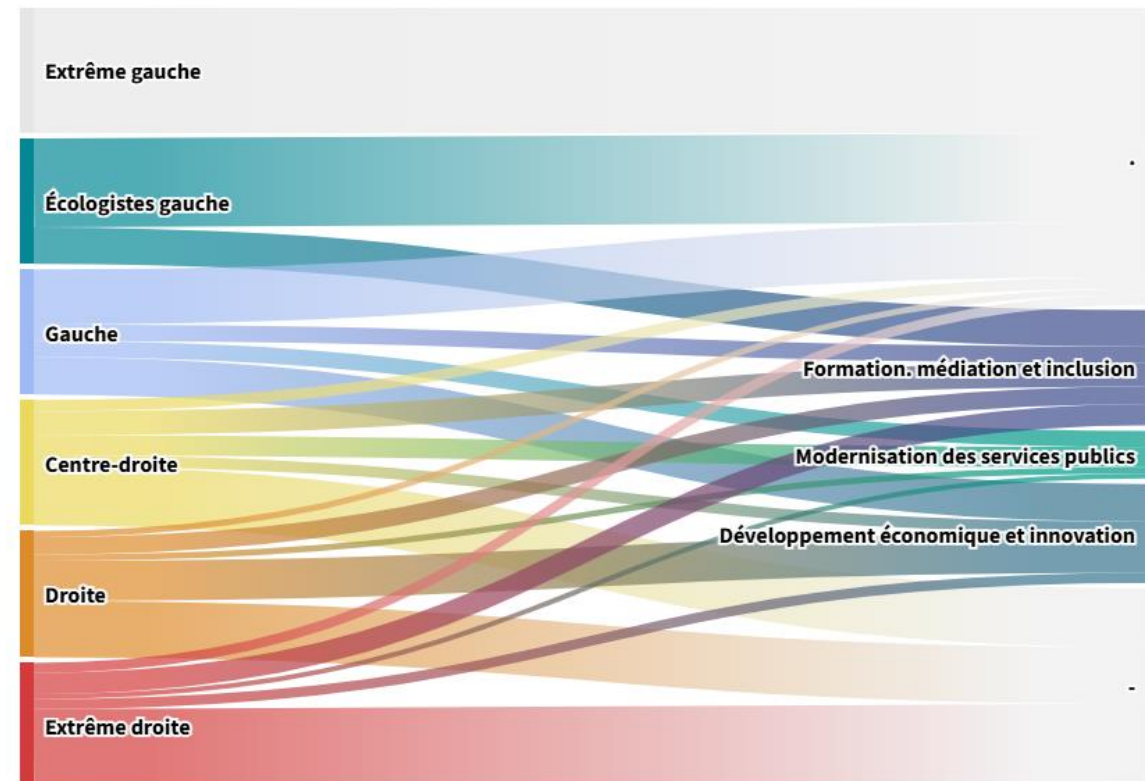
Des sujets modérément clivants : sur le registre **de l'IA comme enjeu de formation et d'inclusion**, le clivage porte davantage sur la nature des propositions (se former pour utiliser vs. se former pour comprendre et critiquer).

Des sujets transpartisans (ou presque) : l'usage de l'IA pour la **modernisation des services publics** est le sujet le plus équilibré : centre-droite (29%), droite (22%), extrême droite (14%), gauche (36%) — tous les blocs y contribuent avec des poids proches.

Le registre de **l'IA comme levier de développement** économique associe gauche (37%) et droite (47%), avec des tonalités différentes mais une présence des deux côtés.

Extraits des programmes

- Fixer un objectif de ville zéro délai grâce à une IA de service public (liste UGE, Paris)
- Créer une deuxième Station F dédiée à l'IA (liste UGE, Paris)
- Créer la passeport IA, parcours de formation court, certifiant et gratuit (liste UDR, Nice)



N = 130 propositions en lien avec l'IA

Data : de quoi parlent les propositions ?

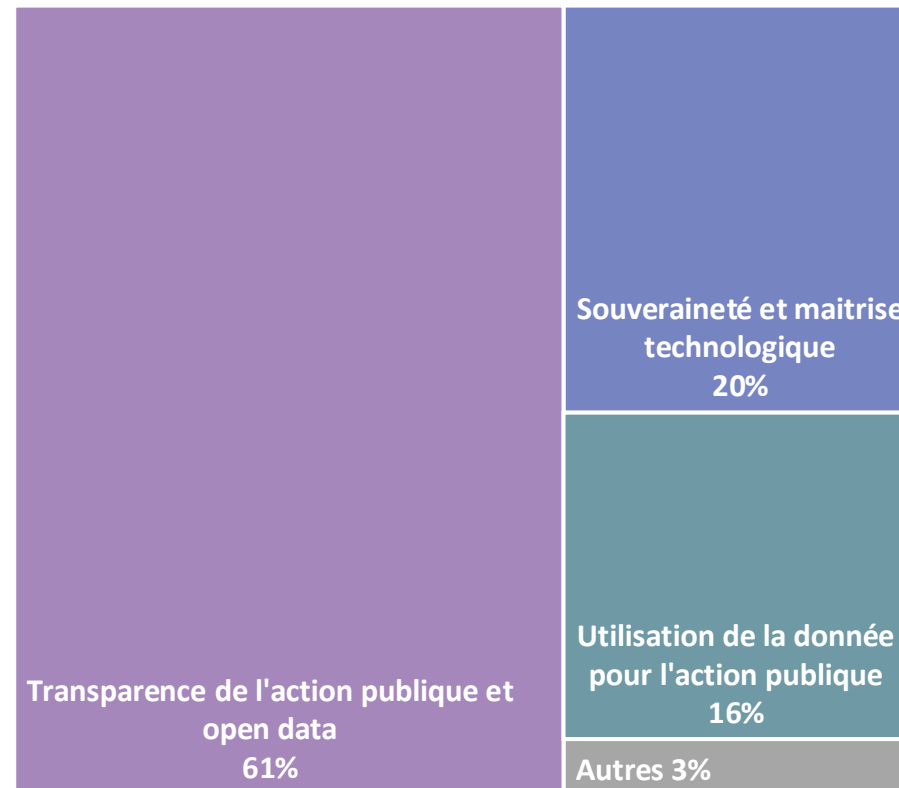
La Data : entre transparence, pilotage et souveraineté

L'analyse des 74 propositions en lien avec la donnée fait apparaître trois principaux registres :

La transparence de l'action publique et l'open data (61% des propositions Data) : rendre visible l'action publique, avec des finalités allant du contrôle citoyen à l'efficacité gestionnaire.

La souveraineté et la maîtrise technologique (20%) : renforcer l'indépendance technologique (logiciels libres, hébergement des données, protection face aux acteurs privés).

Le pilotage des politiques publiques (16%) : utiliser la donnée pour mesurer, suivre et orienter l'action publique.



N = 74 propositions en lien avec la data

3.1 Focus data : La transparence de l'action publique et l'Open Data

Un objectif partagé, mais des finalités qui divergent parfois

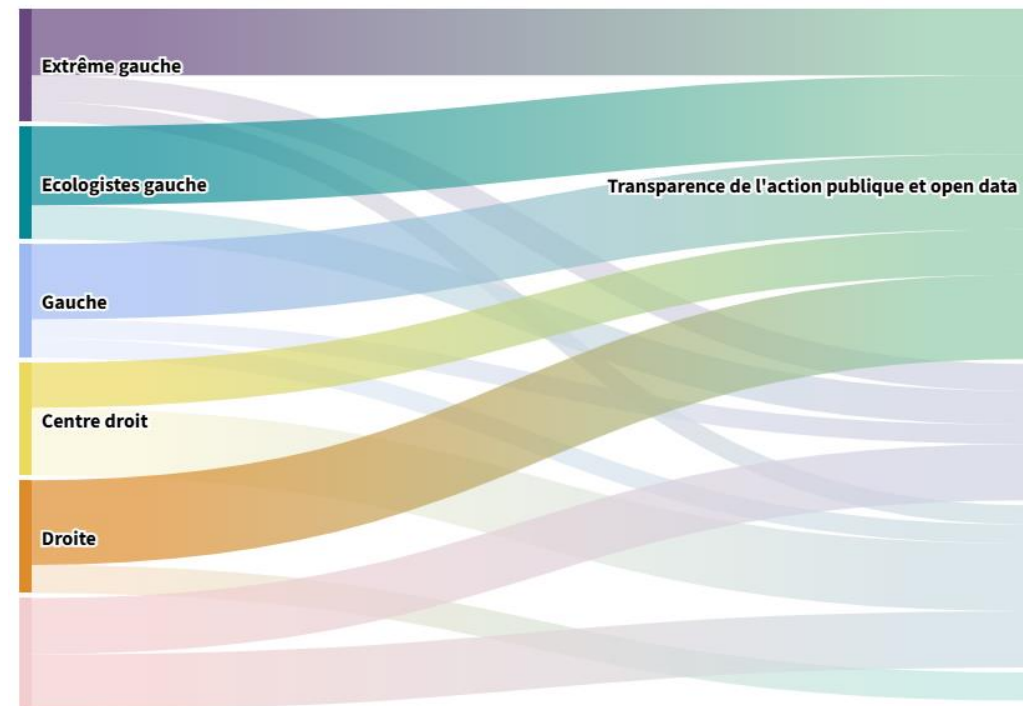
45 propositions relèvent du registre de la transparence et de l'open data.

Ce registre recouvre deux sous-thématiques de taille quasi équivalente : **les politiques d'open data**, avec la publication de délibérations, budgets, subventions ou agendas des élus ; et les **observatoires sectoriels**, qui rendent visibles des enjeux comme les discriminations, la santé, l'eau, le logement ou les mobilités.

Plutôt ancré à gauche — gauche et extrême gauche portent 64 % des propositions du registre, les écologistes 16 % —, il renvoie à **des finalités différentes** : contrôle citoyen et lutte contre la corruption à gauche ; transparence de gestion et évaluation de l'action publique pour la droite et le centre-droit, plus minoritaires (18 %).

Extraits des programmes

- Publier en Open data l'intégralité des subventions versées (liste UGE, Nantes)
- Transparence dans le système d'attribution des subventions (liste LR, Clermont Ferrand)
- Récolter et publier les données sur les discriminations (liste PS, Strasbourg)
- Favoriser la transparence de la donnée pour préserver la ressource en eau (liste PS, Lille)



N = 74 propositions en lien avec la data

Guide de lecture : 59% des propositions data du bloc extrême-gauche concernent la transparence et l'open data

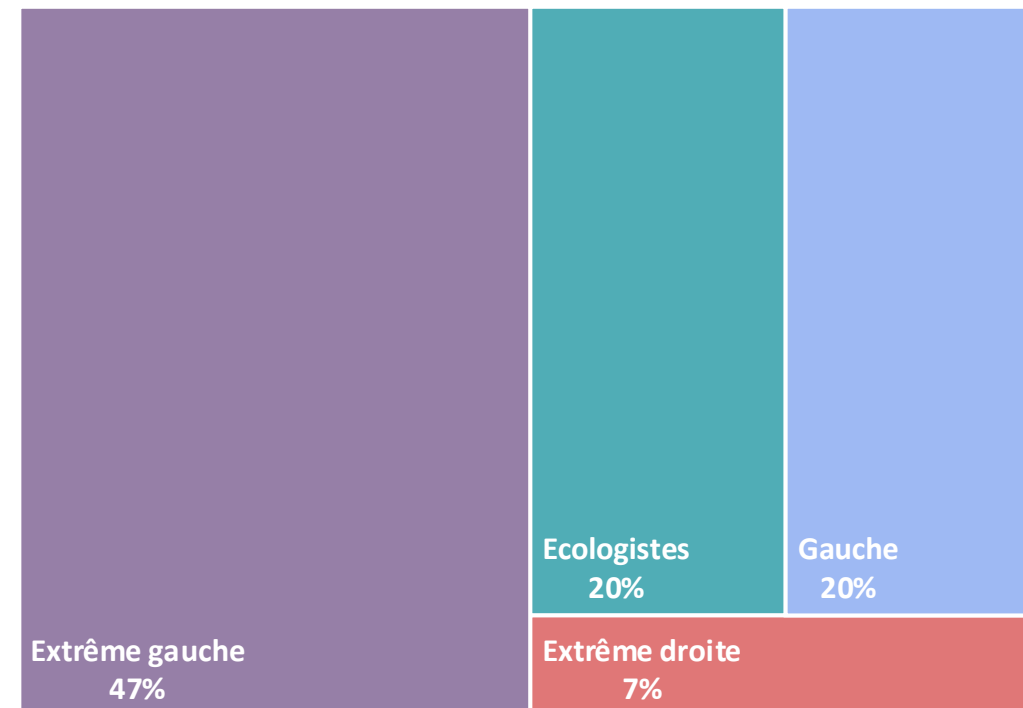
3.2 Focus data : La souveraineté et la maîtrise de la donnée

La souveraineté des données, un marqueur de la gauche et des écologistes

19 % des propositions data concernent la souveraineté et la maîtrise de la donnée (15 propositions).

Trois axes dominant : la **relocalisation des infrastructures** (datacenters municipaux ou métropolitains, audit des serveurs), le **logiciel libre** comme outil d'indépendance technologique — quasi exclusivement porté par l'extrême gauche —, et la **cybersécurité** des données communales.

C'est le registre le plus consensuel à gauche de l'échiquier politique : gauche, extrême gauche et écologistes convergent sur l'idée de reprendre le contrôle des données publiques. Mais les finalités divergent : bien commun et indépendance face aux GAFAM à gauche, sobriété numérique et bas carbone chez les écologistes, conformité réglementaire (SecNumCloud) pour l'unique proposition venue de l'extrême-droite.



Extraits des programmes

- Créer un service public de la donnée d'intérêt général, alliant Open Data et souveraineté numérique (liste UGE, Paris)
- Créer un data center métropolitain pour héberger les données sensibles (liste UGE, Lyon)
- Héberger les données sur des serveurs sécurisés SecNumCloud (liste Reconquête, Paris)

N = 15 propositions data en lien avec la souveraineté et la maîtrise technologique

Guide de lecture : 47% des propositions data en lien avec la souveraineté sont issus du bloc extrême-gauche

3.3 Focus data : Le pilotage des politiques publiques

La donnée opérationnelle, un terrain plus transpartisan

18 % des propositions data relèvent de l'utilisation de la donnée pour l'action publique — le registre le plus restreint dans cette thématique data.

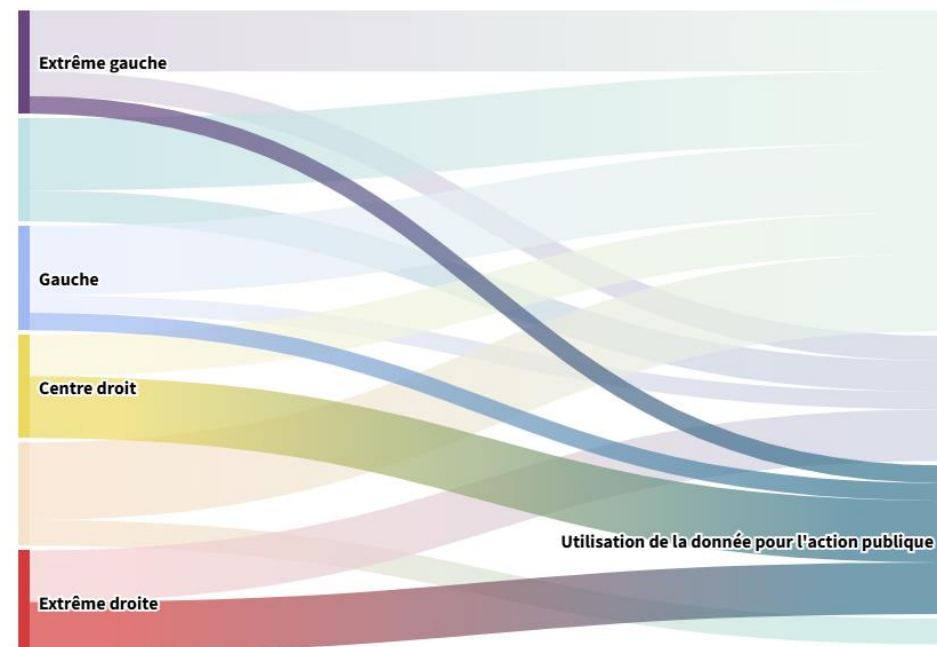
Il se structure autour de deux usages : la **simplification administrative** — automatisation des droits, "dites-le-nous une fois", compte usager unique — portée par la gauche comme par le centre-droit ; et la **régulation par la donnée** (contrôle des locations touristiques et des plateformes comme Airbnb, notamment), quasi exclusivement défendue par l'extrême gauche.

C'est le registre politiquement le plus équilibré de la thématique data, avec une réelle présence du centre-droit (23 %).

La ligne de partage porte moins sur le principe — utiliser la donnée pour piloter l'action — **que sur la cible** : solidarité et contrôle des acteurs privés à gauche, efficacité gestionnaire à droite.

Extraits des programmes

- Croiser données fiscales et cadastrales pour détecter les logements à remettre sur le marché (liste UDR, Nice)
- Développer l'accès automatique à certaines aides (liste UGE, Brest)
- Exiger la transparence des données pour lutter contre Airbnb (liste LFI, Marseille)



N = 74 propositions en lien avec la data

Guide de lecture : 60% des propositions data du bloc centre-droit concernent l'utilisation de la donnée pour l'action publique

Numérique : de quoi parlent les propositions ?

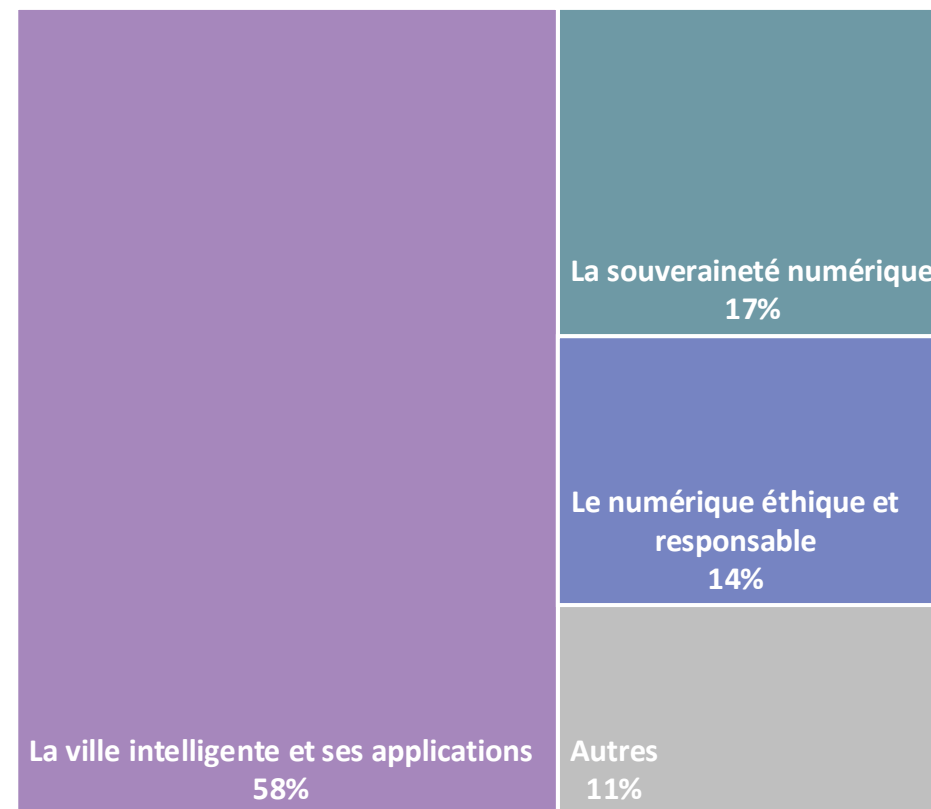
Numérique : la ville intelligente à droite, la sobriété et le numérique responsable à gauche

L'analyse des **65 propositions** en lien avec le numérique fait apparaître trois registres principaux :

La ville intelligente et ses applications (38 propositions) : capteurs urbains (bruit, eau, déchets, trafic), éclairage intelligent, jumeaux numériques et stratégies smart city. C'est le registre le plus clivé politiquement du corpus : 68 % des propositions sont portées par le centre-droit et la droite.

La souveraineté numérique (11 propositions) : logiciels libres, sortie des GAFAM, outils souverains français ou européens — quasi exclusivement défendus par la gauche et les écologistes.

Le numérique éthique et responsable (9 propositions) : sobriété numérique, droit au non-numérique, impact environnemental du numérique, conseil citoyen du numérique — là encore, un terrain exclusivement de gauche et écologiste.



N = 65 propositions en lien avec le numérique

4.1 Focus numérique : La ville intelligente et ses applications

La ville intelligente : un terrain majoritairement occupé par le centre-droite et la droite

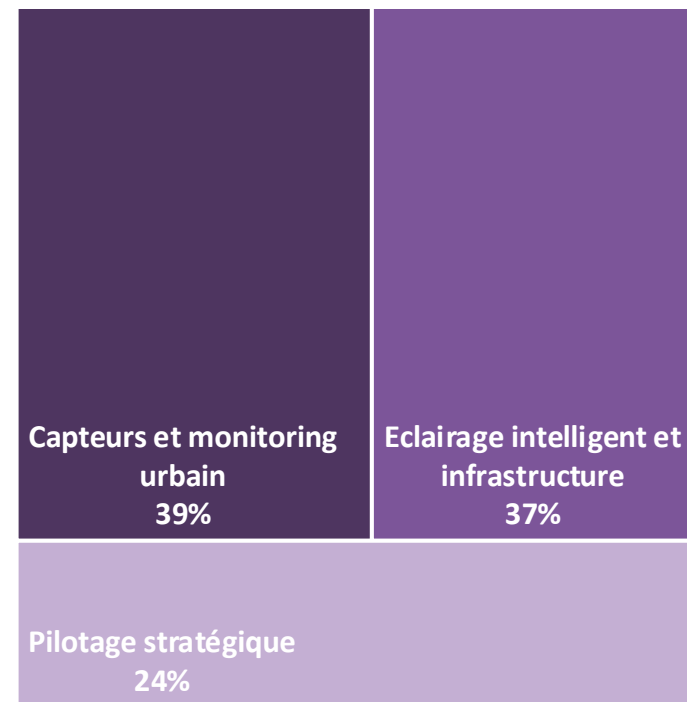
Les 38 propositions sur la ville intelligente se répartissent en trois sous-registres très proches en volume : **capteurs et monitoring urbain** (15), **éclairage intelligent** (14) et **pilotage stratégique** (9).

Les capteurs et l'éclairage concentrent les propositions les plus concrètes et les plus standardisées : poubelles connectées, feux intelligents, capteurs de bruit ou de fuites d'eau, détecteurs de présence pour l'éclairage. C'est sur ces deux sous-registres que le centre-droit et la droite sont les plus présents (respectivement 73 % et 79 % des propositions).

Le pilotage stratégique est le seul sous-registre un peu plus ouvert : jumeaux numériques, hyperviseurs, stratégies *smart city* — la gauche y représente un tiers des propositions, aux côtés du centre-droit.

Extraits des programmes

- Gérer en temps réel les consommations d'eau (liste DVD, Bordeaux)
- Expérimenter l'éclairage public intelligent (liste DVD, Caen)
- Développer les usages du territoire intelligent et de son hyperviseur (liste Horizons, Angers)
- Lancer une stratégie de territoire intelligent (liste Renaissance, Annecy)



N = 38 propositions en lien avec la smart city

La souveraineté, entre approche stratégique et opérationnelle

La souveraineté, un sujet porté quasi-exclusivement par la gauche et les écologistes.

La souveraineté numérique apparaît **de manière transversale** dans les trois domaines (IA, data et numérique). 11 % des propositions du corpus total (n=269) évoquent ce thème et ses corollaires (indépendance technologique, relocalisation, hébergement maîtrisé, logiciels libres...).

La quasi-totalité de ces propositions sont formulées par la gauche, l'extrême gauche et les écologistes

— qui représentent ensemble 87 % du corpus souveraineté. Le centre-droit et l'extrême droite n'y apparaissent qu'à la marge, avec un cadrage plus précis (conformité SecNumCloud, datacenters bas carbone).

Les propositions se répartissent selon deux registres principaux :

Une **approche opérationnelle**, focalisée sur les infrastructures (relocalisation des serveurs, création de datacenters municipaux ou métropolitains, transition vers les logiciels libres pour l'administration et les écoles, sortie progressive des GAFAM) ;

Une **approche plus stratégique et politique** : indépendance numérique européenne, protection face aux lois extraterritoriales, maîtrise locale des données, IA souveraine.

Et maintenant ?

Après la campagne, place à la mise en œuvre

Une politisation inattendue ?

Il est peu de dire que **les résultats de cette étude contrastent avec les observations qui ont pu être faites au cours des dernières années**. L'open data serait donc un sujet de gauche ? Tout comme la régulation des IA ? La smartcity et le pilotage par la donnée un sujet de droite ? Qu'en pensent les exécutifs sortants qui ont mené leurs politiques numériques, et leurs premiers pas dans l'IA, de façon pragmatique et trans-partisane ? A l'exception notable du sujet de la data et de l'IA en matière de sécurité (fortement connoté à la droite de l'échiquier politique), il existe en effet de nombreux territoires de gauche très engagés sur l'optimisation numérique des fonctions urbaines ou très volontaires dans la diffusion de l'IA au quotidien, comme de nombreuses grandes villes de droite en pointe sur l'open data, la régulation et la sobriété numérique ou encore l'inclusion et la transparence citoyenne.

... et passé le temps des élections ?

Face à l'ampleur des enjeux d'anticipation, d'accompagnement et de maîtrise des nouveaux outils numériques, - d'abord l'IA, dans la foulée les data et enfin les infrastructures -, il ne faut pas exclure que la dimension partisane de ces sujets s'estompe. L'Observatoire Data Publica pourra d'ailleurs d'ailleurs s'y pencher... dès l'enquête du baromètre 2026.

Jacques Priol, co-fondateur de l'Observatoire Data Publica

A paraître au printemps-été 2026

Une fois les nouvelles équipes municipales installées, L'Observatoire Data Publica publiera une étude dédiée aux élu(e)s en charge du numérique.

Celle-ci permettra d'analyser l'évolution des intitulés, des périmètres de responsabilité et des positionnements politiques autour de ces sujets.

The graphic features the 'datapublica L'OBSERVATOIRE' logo in the top left. A red diagonal banner contains the text 'ETUDE A VENIR'. The main title 'MUNICIPALES 2026: LES ELU(E)S EN CHARGE DU NUMERIQUE' is centered in large white letters. At the bottom, it lists partners: 'UNE ENQUETE REALISEE AVEC LE CONCOURS DE' followed by logos for 'LA POSTE GROUPE', 'BANQUE des TERRITOIRES', and 'Commissariat aux Territoires Ruraux'.



data publica

L'OBSERVATOIRE

RETROUVEZ L'INTÉGRALITÉ DE NOS ÉTUDES SUR NOTRE SITE | observatoire.data-publica.eu

CONTACT | contact@data-publica.eu | Simon Chignard (Président de l'Observatoire) 0626096719